

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud  
2 rue Jean Richepin  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 17/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**IMÉRYC CÉRAMICS FRANCE**  
43 quai de Grenelle – 75015 Paris 15<sup>e</sup>

Références : 2025-186-PUB

Code AIOT : 0006601516

Pièces jointes :

- une planche photographique
- un projet d'arrêté préfectoral

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 sur la carrière à ciel ouvert de feldspath que la société IMÉRYC CÉRAMICS FRANCE exploite route départementale D35c, lieu-dit « Valat de la Gracia » à Tarerach (66320). Cette inspection a été annoncée à l'exploitant par courrier électronique le 18/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Cette visite a été réalisée afin de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/04/2020<sup>1</sup>.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IMÉRYC CÉRAMICS FRANCE
- Carrière à ciel ouvert de feldspath
- Route départementale D35c, lieu-dit « Valat de la Gracia », 66320 TARERACH
- Code AIOT : 0006601516
- Régime : Autorisation

La SOCIÉTÉ DES FELDSPATH DU MIDI (S.F.M.) a été autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de Feldspath d'une superficie globale d'environ 61,76 hectares pour une durée de 30 ans par l'arrêté

---

<sup>1</sup> Arrêté préfectoral n° PREF-DCL-BCLUE-2020119-0001 du 28 avril 2020 mettant en demeure la société IMÉRYC de respecter les prescriptions applicables à son installation située à TARERACH (66320)

préfectoral d'autorisation du 11/04/1997<sup>2</sup>, pour une production annuelle n'excédant pas 300 000 tonnes.

Cette carrière est une carrière de Feldspath. Le Feldspath n'est pas utilisé dans le secteur du bâtiment et des travaux public (pour la fabrication de bétons et d'enrobés ou la réalisation d'aménagements) mais dans l'industrie. Il joue un rôle central dans la production de charges dans les industries de la peinture, du caoutchouc, de l'adhésif et du plastique. Il est également utilisé comme agents de flux pour la fabrication de verre d'emballage (bouteille) et de céramique.

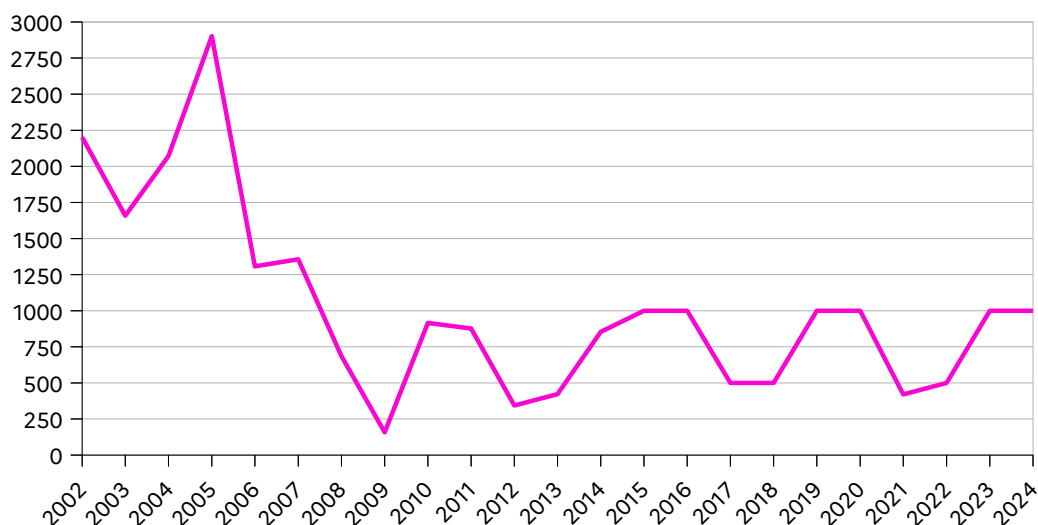
En 2004, par arrêté préfectoral<sup>2</sup>, Monsieur le Préfet prend acte de la réduction de la production annuelle maximale (150 000 tonnes au lieu de 300 000) et du changement d'exploitant de la carrière au bénéfice de la société DENIN ANZIN MINÉRAUX.

En 2008, par arrêté préfectoral<sup>3</sup>, Monsieur le Préfet prend acte du nouveau changement d'exploitant de la carrière au bénéfice de la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE.

Cette carrière est actuellement classée pour la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et dans les conditions suivantes :

Rubrique	Activité	Capacité autorisée	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Quantité maximale de feldspath pouvant être extraite sur 30 ans : 150 000 t	Autorisation

**Production annuelle, destinée à l'industrie,  
de la carrière de Tarerach depuis 2002**  
(en tonnes)



Depuis sa mise en service, cette carrière n'a jamais été exploitée au maximum de ce qui était permis à son exploitant. C'est d'ailleurs pour cette raison que son autorisation a été révisée en 2004, pour réduire sa production maximale annuelle à 150 000 tonnes max./an, et depuis 2008, il n'a jamais été extrait plus de 1 000 tonnes de Feldspath par an. Ce chiffre s'explique par deux facteurs. D'une part en raison de qualité hétérogène du gisement de Feldspath qui ne permet pas son utilisations dans

2 Arrêté préfectoral n° 1062/1997 du 11 avril 1997 portant autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Tarerach

2 Arrêté préfectoral n° 561 du 26 février 2004 portant modification d'une autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Tarerach

3 Arrêté préfectoral n° 2794/08 du 9 juillet 2008 de changement d'exploitant concernant une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Tarerach

toutes les applications de l'industrie et d'autre part, depuis déjà de nombreuses années, par une concurrence féroce du Feldspath d'origine étrangère et notamment turque.

À l'issue de la précédente visite d'inspection de cette carrière, réalisée le 29/01/2020, les constats de l'inspection des installations classées l'avaient conduite à proposer à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE de se conformer à plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11/04/1997 modifié.

Monsieur le Préfet a signé cette proposition de mise en demeure le 28/04/2020<sup>1</sup>.

#### **Thème de l'inspection :**

- Vérification du respect des prescriptions d'une mise en demeure préfectorale

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

---

<sup>1</sup> Arrêté préfectoral n° PREF-DCL-BCLUE-2020119-0001 du 28 avril 2020 mettant en demeure la société IMÉRY'S de respecter les prescriptions applicables à son installation située à TARERACH (66320)

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

### Bilan hors points de contrôle

Hors inspection, le 04/12/2025, la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE a informé l'inspection des installations classées :

- qu'une récente évolution de la réglementation européenne imposant de privilégier la substance minérale européenne avant de faire appel à de la substance minérale extérieure pourrait relancer la production du Feldspath en Europe ;
- qu'en partenariat avec un autre industriel, elle avait récemment mené des tests qu'elle jugeait plutôt concluants qui pourraient lui ouvrir les portes d'un nouveau marché pour le Feldspath extrait dans sa carrière de Tarerach.

Si cette opportunité se confirme, la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE a indiqué qu'elle envisageait de déposer une demande d'autorisation environnementale pour pouvoir reconduire l'exploitation de la carrière de Tarerach.

À ce titre, elle a informé l'inspection des installations classées qu'elle adresserait à Monsieur le Préfet, dans le courant de l'année 2026, une demande de prolongation de 2 ans de la période d'exploitation actuelle de cette carrière afin de lui permettre de disposer d'un peu plus de temps pour prendre sa décision finale et, le cas échéant pour préparer son dossier de demande d'autorisation environnementale.

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de phasage	AP de Mise en Demeure du 28/04/2020, article 1	Levée de mise en demeure
2	Clôture de l'établissement	AP de Mise en Demeure du 28/04/2020, article 1	Levée de mise en demeure
3	Bornes de nivellement	AP de Mise en Demeure du 28/04/2020, article 1	Levée de mise en demeure
4	Sécurité de la voie publique	AP de Mise en Demeure du 28/04/2020, article 1	Proposition d'abrogation de la prescription de l'article 2.1.4 de l'AP du 11/04/1997, visée dans la mise en demeure
5	Justificatif respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 28/04/2020, article 2	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle du 04/12/2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait satisfait à 4 des 5 points de la mise en demeure. Pour satisfaire au 5<sup>e</sup> point, l'exploitant sollicite de Monsieur le Préfet l'abrogation d'une prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la carrière qui ne lui apparaît plus être justifiée par rapport aux conditions d'exploitation actuelles de la carrière. Au regard des arguments avancés par l'exploitant, l'inspection considère qu'il peut être accédé à cette demande.

En conséquence, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a

proposé à Monsieur le Préfet :

- de viser le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport abrogeant la prescription de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/04/1997<sup>1</sup>, qui imposait à l'exploitant d'obtenir l'accord du gestionnaire de la route départementale D35c pour sa traversée par les engins et véhicules liés à l'exploitation de la carrière ;
- sous réserve de la signature du projet d'arrêté préfectoral susmentionné, d'adresser un courrier à l'exploitant afin de lui signifier que la mise en demeure du 04/12/2020 est levée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan de phasage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/04/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Actualisation du plan du phasage de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> La société IMERYS dont le siège social est situé « SITE DE FELDSPATHS DU SUD- BP26 » - 66220 ST-PAUL-DE-FENOUILLET, pour son installation située Valat de la Gracia sur la commune de TARERACH, est mise en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions applicables et notamment de corriger les 4 non-conformités (NC) relevées dans la fiche de constat annexée au présent arrêté, sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. <i>[Extrait de la fiche de constat annexée à l'arrêté]</i> Non-conformité n° 1 - Écart à corriger : IMERYS doit adresser à l'inspection le plan de phasage demandé lors de la VI de 2013.
<b>Constats :</b> <b>Conforme.</b> Par courrier daté du 14/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le plan du phasage actualisé de la carrière. Celui couvre l'exploitation jusqu'à la fin de la période d'exploiter la carrière qui arrivera à échéance le 11/04/2027.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : Clôture de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/04/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réparation de la clôture de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> La société IMERYS dont le siège social est situé « SITE DE FELDSPATHS DU SUD- BP26 » - 66220 ST-PAUL-DE-FENOUILLET, pour son installation située Valat de la Gracia sur la commune de TARERACH, est mise en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions applicables et notamment de corriger les 4 non-conformités (NC) relevées dans la fiche de constat annexée au présent arrêté, sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. <i>[Extrait de la fiche de constat annexée à l'arrêté]</i> Non-conformité n° 2 - Écart à corriger : L'exploitant doit remettre en état la clôture de la carrière <i>[longeant la route menant à Marcevol]</i> .
<b>Constats :</b> <b>Conforme.</b> L'inspection des installations classées constate que le tronçon de clôture longeant la route départementale D35c menant à Marcevol a été remplacé par un nouveau ( <b>Cf. photographie en annexe</b> ). L'inspection des installations classées relève toutefois que l'ancien tronçon de clôture abîmé a été abandonné sur place. Il est couché sur le sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

1 Arrêté préfectoral n° 1062/1997 du 11 avril 1997 portant autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Tarerach

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/04/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réparation de la clôture de l'établissement
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 3 : Bornes de nivellement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/04/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vérification de la présence des bornes de nivellement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société IMERYS dont le siège social est situé « SITE DE FELDSPATHS DU SUD- BP26 » - 66220 ST-PAUL-DE-FENOUILLET, pour son installation située Valat de la Gracia sur la commune de TARERACH, est mise en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions applicables et notamment de corriger les 4 non-conformités (NC) relevées dans la fiche de constat annexée au présent arrêté, sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p><i>[Extrait de la fiche de constat annexée à l'arrêté]</i></p> <p>Non-conformité n° 3 - Écart à corriger :</p> <p>L'exploitant doit justifier que les bornes de nivellement sont toujours en place, à défaut l'exploitant doit procéder à la pose de nouvelles bornes.</p>
<p><b>Constats :</b> <b>Conforme.</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence de la borne géoréférencée que l'exploitant a faite installée par un géomètre pour lever l'écart n° 3. Elle se trouve juste derrière le portail d'accès à la carrière (<b>Cf. photographie en annexe</b>). L'exploitant explique qu'il utilise cette borne pour aligner les cibles de repérage permettant d'effectuer ses levés de terrain par drone. L'une de ces cibles est visible sur la photographie de la borne géoréférencée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 4 : Sécurité de la voie publique

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/04/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accord du CD66 pour traverse de la RD n° 35c
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société IMERYS dont le siège social est situé « SITE DE FELDSPATHS DU SUD- BP26 » - 66220 ST-PAUL-DE-FENOUILLET, pour son installation située Valat de la Gracia sur la commune de TARERACH, est mise en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions applicables et notamment de corriger les 4 non-conformités (NC) relevées dans la fiche de constat annexée au présent arrêté, sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p><i>[Extrait de la fiche de constat annexée à l'arrêté]</i></p> <p>Non-conformité n° 4 - Écart à corriger :</p> <p>IMERYS doit justifier à l'inspection que l'accord prescrit dans l'article 2.1.4 est effectif.</p>
<p><b>Constats :</b> Dans son mémoire de justification du respect de la mise en demeure de 2020, transmis à l'inspection des installations classées par courrier daté du 14/11/2025, l'exploitant indique que l'accord du Conseil départemental des Pyrénées-Orientales pour la traversée de la route départementale n° 35c permettant d'accéder à la carrière ne lui paraît plus justifié par rapport à l'activité actuelle de la carrière. Il argumente cela par le fait que cet accord prenait tout son sens par rapport au projet d'exploitation initial qui prévoyait la rotation d'une quarantaine de camions par jour, pour évacuer les matériaux extraits de la carrière. L'exploitant ajoute que, depuis de nombreuses années, la carrière est exploitée à la marge en raison de la concurrence déloyale du feldspath turc. Ainsi, pour répondre à ce point de la mise en demeure de 2020, l'exploitant sollicite de Monsieur le Préfet, l'abrogation de la prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11/04/1997 lui imposant d'obtenir l'accord susmentionné qui n'apparaît plus</p>

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/04/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accord du CD66 pour traverse de la RD n° 35c
adaptée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<p><b>Justification de la proposition de suites :</b> En considération :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la très faible production de cette carrière depuis 2008 : moins de 1 000 tonnes de Feldspath extrait par an ;</li> <li>- du fait que dans son mémoire susmentionné, la société IMÉRYYS CÉRAMICS FRANCE indique que la production annuelle de cette carrière n'excédera pas 1 200 tonnes par an, jusqu'à la fin de sa période d'exploitation de 30 ans autorisée qui arrivera à échéance le 11 avril 2027 ;</li> <li>- du trafic de routier généré pour évacuer cette production qui demeurera sensiblement inchangé et représentera une circulation d'à peine un peu plus de 3 camions par mois (3,3 exactement) sur la route départementale n° D35c ;</li> <li>- du fait, que la prescription de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral 11 avril 1997 susvisé avait initialement pour finalité, au regard de la trentaine de camions par mois prévue pour évacuer la production de la carrière, de déterminer si des aménagements étaient nécessaires pour assurer la sécurité des usagers de la route départementale n° D35c ;</li> <li>- du fait qu'elle a pu constater, le 04/12/2025, que les mesures minimales permettant d'assurer la sécurité des usagers de la RD n° D35c, étaient respectées : panneaux et panonceaux annonçant la sortie de la carrière, débouché de la carrière sur la RD n° D35c permettant une giration des camions acceptable ;</li> </ul> <p>l'inspection des installations classées confirme que la prescription de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/04/1997 n'apparaît plus justifiée et qu'elle peut être abrogée en application des dispositions du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.</p>
<b>Proposition de suites :</b> Abrogation de la prescription de l'article 2.1.4 de l'AP du 11/04/1997

**N° 5 : Justificatif respect de la mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/04/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mémoire de réponse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société IMERYYS doit fournir dans le délai de 6 mois un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives aux 4 NC. Ce document comprendra notamment la fiche de constat annexée au présent arrêté dûment renseignée (colonne réservée à la réponse de l'exploitant) et les différents justificatifs nécessaires (plans, photos...).</p>
<p><b>Constats : Conforme.</b> L'exploitant a transmis par courriel le 14/11/2025 son mémoire, daté du même jour, à l'inspection des installations classées. Dans celui-ci, il décrit les actions qu'il a réalisées pour répondre à 3 des 5 points de la mise en demeure de 2020 (le 5<sup>e</sup> point étant le mémoire lui-même). Enfin, comme indiqué au point de contrôle précédent, pour répondre au 4<sup>e</sup> point de la mise en demeure de 2020, il sollicite de Monsieur le Préfet l'abrogation de la prescription de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11/04/1997.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure





## ANNEXE

Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 04/12/2025, de la carrière à ciel ouvert de feldspath que la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE exploite route départementale D35c, lieu-dit « Valat de la Gracia » à Tarerach (66320)



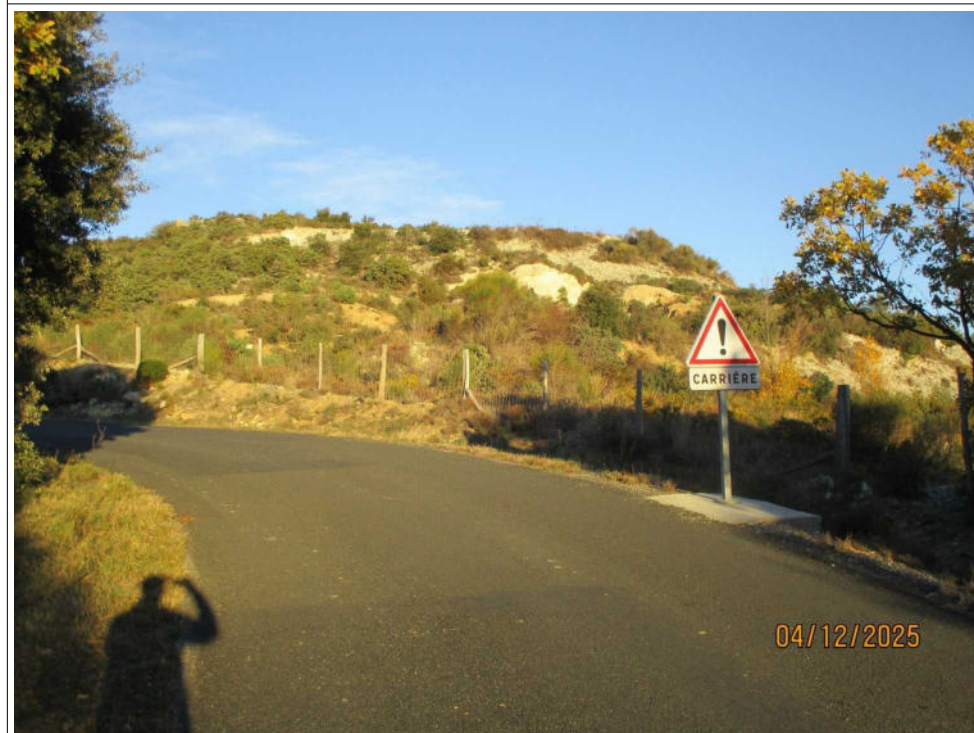
Nouvelle clôture installée le long de la route départementale D35c dans le sens d'entrée de la carrière-Marcevol



Nouvelle clôture installée le long de la route départementale D35c dans le sens d'entrée de la carrière-Tarerach



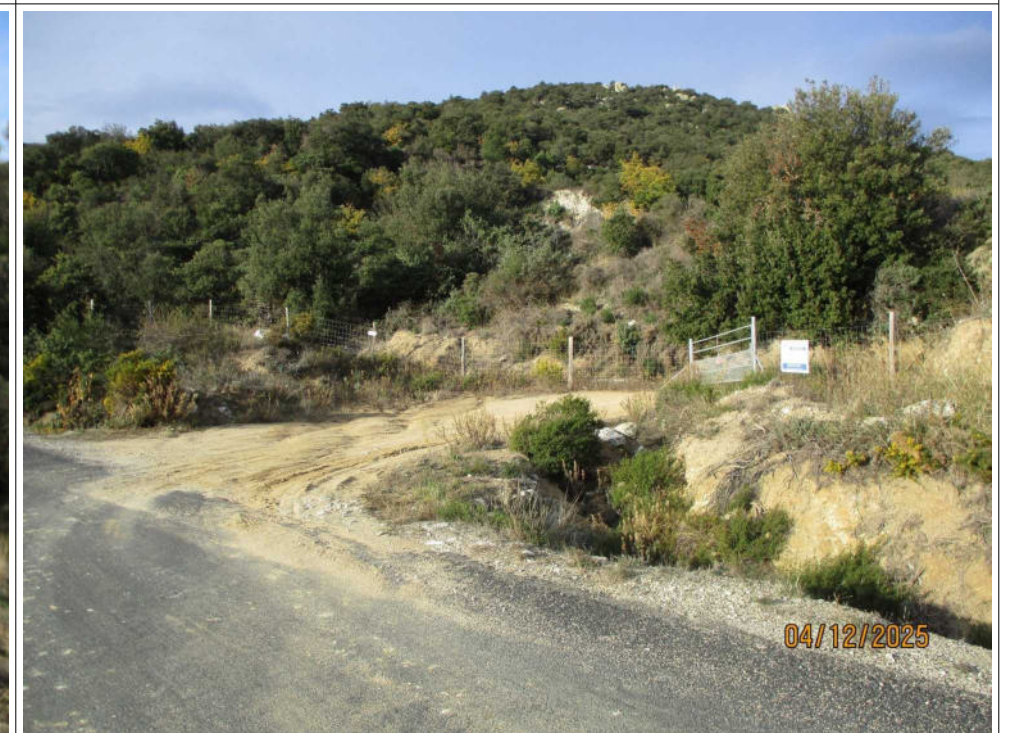
Borne géo-référencée située juste derrière le portail fermant le portail d'accès à la piste menant à la carrière et cible pour le drone



Panneau et panonceau d'avertissement de la sortie d'une carrière implantés dans le sens Tarerach-Marcevol



Panneau et panonceau d'avertissement de la sortie d'une carrière implantés dans le sens Marcevol-Tarerach



Débouché de la carrière sur la route départementale D35c



Perpignan, le XX mois 2025

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2025-XXX-XXXX**

abrogeant la prescription de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral n° 1062/1997  
du 11 avril 1997 portant autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire  
de la commune de Tarerach (n° AIOT : 0006601516)

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du mérite,

- Vu** le Code de l'environnement, et en particulier son article R. 181-45 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret présidentiel du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Pierre REGNAULT de la MOTHE en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2025-237-0001 du 25 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 1062/1997 du 11 avril 1997 portant autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Tarerach ;
- Vu** le mémoire annexé à son courrier du 14 novembre 2025 dans lequel la société IMÉRYS CÉRAMICS FRANCE sollicite l'abrogation de la prescription de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 1997 susvisé ;

- Vu** le rapport n° 2025-186-PR/EX daté du 17 décembre 2025 établi par l'inspection des installations classées à l'issue de son contrôle, le 4 décembre 2025, de la carrière à ciel ouvert de feldspath que la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE exploite route départementale D35c, lieu-dit « Valat de la Gracia » à Tarerach ;
- Vu** le projet du présent arrêté transmis par courrier à la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE, le XX mois 2025 ;
- Vu** les observations formulées par la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE, par courrier daté du XX mois 2025, [l'absence d'observations de la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE] sur ce projet ;
- Considérant** que depuis 2008, la production annuelle de la carrière de feldspath que la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE exploite à Tarerach n'a pas dépassé 1 000 tonnes ;
- Considérant** en outre, que dans son mémoire susvisé, la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE indique que la production annuelle de cette carrière n'excédera pas 1 200 tonnes par an, jusqu'à la fin de sa période d'exploitation de 30 ans autorisée qui arrivera à échéance le 11 avril 2027 ;
- Considérant** dès lors que le trafic de routier généré pour évacuer cette production demeurera sensiblement inchangé et représentera une circulation d'à peine un peu plus de 3 camions par mois sur la route départementale n° D35c ;
- Considérant** que la prescription de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral 11 avril 1997 susvisé avait initialement pour finalité, au regard de la trentaine de camions par mois prévue pour évacuer la production de la carrière, de déterminer si des aménagements étaient nécessaires pour assurer la sécurité des usagers de la route départementale n° D35c ;
- Considérant** par ailleurs, que lors de sa visite d'inspection du 4 décembre 2025 susmentionnée, l'inspection des installations classées a pu constater que les mesures minimales permettant d'assurer la sécurité des usagers de la route départementale n° D35c étaient respectées : panneaux et panonceaux annonçant la sortie d'une carrière, débouché de la carrière sur la route départementale permettant une giration des camions acceptable ;
- Considérant** de ce qui précède, que le maintien de la prescription de l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral 11 avril 1997 susvisé n'apparaît plus justifiée ;
- Considérant** enfin, qu'en application des dispositions du 3° alinéa de l'article R. 181-45, Monsieur le Préfet a la possibilité d'atténuer des prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié ;
- Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

**ARRÊTE**

## **ARTICLE 1**

La prescription de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 1997 susmentionné est abrogée.

## **ARTICLE 2 - PUBLICATION - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, relatif à l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Orientales pendant une durée minimale de deux mois.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2 ou via l'application «Télerecours citoyen » accessible à cette adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

En application de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

## **ARTICLE 3 - EXÉCUTION**

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de la commune de Tarerach, les Officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société IMÉRY'S CÉRAMICS FRANCE, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- à Monsieur le Maire de la commune de Tarerach ;
- au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général,

Pierre REGNAULT de la MOTHE  
Bruno BERTHET